

Le «Grand Voltaire de Kehl» à la conquête de sa légitimité

Linda Gil
Université Paris-Sorbonne

lindagil@yahoo.com

Résumé:

Exilé, censuré, clandestin, Voltaire mort n'est pas moins persécuté par les pouvoirs institutionnels que Voltaire vivant. On tente de délégitimer sa figure, son œuvre, sa pensée. A sa mort, en 1778, une équipe d'éditeurs décide pourtant d'entreprendre une publication intégrale de ses écrits. Mais l'interdit frappe encore la plupart de ses textes en France, où cette édition ne peut se faire. Face aux difficultés, aux obstacles innombrables, aux calomnies, aux polémiques, aux dénonciations, aux interdictions et condamnations qui se succèdent pendant dix ans, face à cette opposition institutionnelle légitimée par la parole de l'Etat, de l'Eglise et de la Sorbonne, les éditeurs de Kehl, réunis autour de Beaumarchais et de Condorcet, inventent des stratégies de résistance inédites. Un regard porté sur les premières manifestations de cette opposition idéologique pose la question de la nature de ce type de violence, envisagée comme un fait culturel et historique. Les réponses publiées par Beaumarchais et Condorcet, sous la forme de pamphlets, constituent une parade défensive. Dans ce rapport de force, les mesures répressives tentent d'endiguer et de contenir l'héroïsation subversive de la figure et de l'œuvre de Voltaire. L'étude de cet épisode de la geste de l'édition de Kehl permettra de mesurer les enjeux de l'édition militante en ces années prérévolutionnaires, au moment où les Lumières entrent dans une phase proprement combattante, apportant ainsi une réponse littéraire, philosophique et politique à la violence des institutions finissantes de l'Ancien régime.

Mots-Clés: Voltaire; Edition; Censure; Autorité légitime; Résistance; Beaumarchais; Condorcet

Abstract:

Exiled, censored, and clandestine, Voltaire dead was persecuted as much by institutional powers as Voltaire alive. The French ancien régime tried to delegitimize his figure, his works, and his ideas. When he died, in 1778, a team of editors attempted to publish a complete edition of his writings. But censorship still forbade the publishing of most of his texts in France. During a period of ten years, difficulties, numerous obstacles, calumny, polemics, denunciations, prohibition and condemnations were operating as an institutional opposition legitimated by the State, the Catholic Church and the Sorbonne. Voltaire's editors, under the authority of Beaumarchais and Condorcet, had to invent new resistance strategies. By analysing the first manifestations of this ideological opposition, we try to interrogate the nature of this particular type of violence, considered as a cultural and historical event. The answer given by Beaumarchais and Condorcet is meant to resist these attacks. In this conflict, repression tries to contain the heroic and subversive figure and works of Voltaire. This contribution attempts to evaluate the tension between the project of editing Voltaire in pre-revolutionary times and the political response, in this key moment where the Enlightenment comes into play, giving a literary, philosophical and political answer to the violence of the ancien régime agonizing institutions.

Key-words: Voltaire; Publication; Censorship; Authority; Resistance; Beaumarchais; Condorcet

Voltaire mort demeure un danger et une cible pour les pouvoirs institutionnels de la France de Louis XVI. Dès 1779, une équipe d'éditeurs se décide pourtant à entreprendre une publication intégrale et autorisée de ses écrits, sur la base du premier projet envisagé par Panckoucke et agréé par Voltaire lui-même. Mais l'interdit frappe encore la plupart de ses textes en France, où cette édition ne peut se faire. Face aux difficultés et à l'opposition de l'Eglise qui cherche des appuis politiques pour condamner et interdire cette édition, les éditeurs de Kehl, réunis autour de Beaumarchais et de Condorcet, inventent des stratégies pour résister à ces attaques. Un regard porté sur les manifestations de cette violence qui s'acharne sur les éditeurs des premières *Œuvres complètes* de Voltaire soulève la question de la nature de cette entreprise de délégitimation, envisagée comme un fait culturel et historique, mettant en conflit la monarchie, l'Eglise et la République des Lettres. Dans ce rapport de force, les mesures répressives tentent de contenir la figure héroïque et l'œuvre subversive de Voltaire, en s'appuyant sur une rhétorique de la délégitimation morale, philosophique et esthétique. En effet, face à la royauté incontestée de Voltaire sur la scène littéraire, ses détracteurs ont choisi d'attaquer

la figure de l'homme, pour mieux discréditer ses textes et sa pensée. L'étude de cet épisode de la geste de l'édition de Kehl peut permettre de mesurer les stratégies rhétoriques et politiques du pouvoir en ces années de déliquescence des institutions de l'ancien régime, qui tente encore de revendiquer l'autorité du discours, de la parole. Face à ces enjeux, l'édition militante du corpus voltairien, en ces années pré-révolutionnaires, s'inscrit dans ce moment où les Lumières entrent dans une phase proprement combattante, apportant ainsi une réponse littéraire, philosophique et politique à la violence des institutions finissantes de l'Ancien régime.

Editer l'œuvre complète de Voltaire, c'est défier les pouvoirs et les institutions en place dans la France de 1779. Dix ans avant la Révolution française, la police et l'inquisition veillent, au nom des intérêts de l'Etat et de l'Eglise, à interdire toute œuvre littéraire ou philosophique «irréligieuse, séditieuse ou obscène» (Darnton, 1991: 12). «Sont prohibés tous livres qui blessent la Religion, l'Etat, et les mœurs» (Darnton, 1991: 12). Le parti dévot, qui incarne l'alliance du pouvoir politique et religieux, cherche à contrer les écrits des philosophes par des méthodes policières, fouilles, saisies, emprisonnements, des condamnations théologiques ou juridiques en bonne et due forme, ainsi que par des pratiques inquisitoriales spectaculaires telles que les autodafés de livres, emmurés ou brûlés en public. La multiplication et parfois la contradiction des pouvoirs et des pratiques répressives qui forment la police littéraire constituent une manifestation de force en action, de force excessive non fondée en droit, ce qui est une des définitions de la violence. En effet, comme l'explique Robert Darnton «l'Index de l'Eglise catholique n'a pas force de loi en France, n'ayant pas été proclamé comme un édit du roi et enregistré par les parlements» (Darnton, 1991: 12).

Les mandements des évêques et les échanges pamphlétaires suscités par le projet de la publication posthume de l'œuvre complète de Voltaire représentent une forme de violence caractéristique du tournant des Lumières. Sur cette scène discursive se joue un rapport de force entre deux partis antagonistes: le parti dévot et le parti philosophique. L'œuvre de Voltaire incarne alors une ligne de partage, une frontière politique radicale autour de laquelle se joue un rapport de force croissant: fondée sur une souscription, l'édition de l'ensemble du corpus voltairien devient chose publique, acte politique. En réaction à cette demande d'adhésion, à ce plébiscite en faveur de la tolérance et de la liberté de publication, le parti catholique signe une série de textes destinés à faire barrage à l'expression du logos voltairien. Je me propose donc d'examiner ici la matière et la forme de ce corpus, afin de tenter d'y lire l'expression de la violence politique qui caractérise les années pré-révolutionnaires et qui prend la double forme d'une rhétorique de délégitimation de l'entreprise de publication et, partant, du droit de cité à la parole voltairienne, ainsi qu'une série d'actes répressifs. Comment et pourquoi cette publication occupe-t-elle le devant de la scène politique? Quel est le rapport de force qui se joue à travers ces écrits? Peut-on y lire une évolution de la perception de la violence que constituent, pour la génération révolutionnaire, ces pratiques inquisitoriales d'un autre âge? C'est à ces quelques questions que j'essayerai d'apporter des réponses en forme d'hypothèses, afin de contribuer, je l'espère, par ces quelques éléments, à cette réflexion sur l'acte de délégitimation.

RADICALISATION DU CHAMP POLITIQUE

La contradiction entre le droit politique et la violence de l'Eglise apparaît dès la préhistoire de l'entreprise éditoriale. Le libraire Panckoucke (Tucoc-Chala, 1977: 280-290), qui bénéficie pourtant de puissants appuis politiques à la cour, l'exprime dans une lettre adressée à Grimm, agent parisien de l'Impératrice russe dès 1778:

La superstition qui a poursuivi M. de Voltaire jusqu'au tombeau s'armera de toutes ses fureurs pour s'opposer à l'exécution du dessein que j'ai formé. [...] Si l'ouvrage pouvait se faire librement en France, et sans le privilège du souverain, la grandeur de l'entreprise m'aurait permis de solliciter les secours du Roi, et j'aurais pu m'assurer d'avance d'un certain nombre de souscripteurs en France; mais je ne puis pas même la

proposer; l'ouvrage ne pourra y circuler que lorsqu'il sera tout imprimé. Le Prospectus ne peut avoir lieu que chez l'Etranger. (Panckoucke, 1779: 22-23)¹

Après avoir, par un contrat signé à Paris avec Panckoucke le 25 février 1779, racheté les manuscrits de Voltaire et les droits d'édition, Beaumarchais identifie très vite lui aussi la source et la forme des attaques qu'il risque de subir:

Les criailleries du clergé et de ses suppôts, celles des sots et de mes ennemis seraient telles, si cette édition se faisait en France, que ni vous² ni le roi ne pourriez les faire cesser qu'en me ruinant. [...] Quand j'aurai exposé tous mes capitaux, le clergé se pourvoira au parlement, l'édition sera arrêtée, l'éditeur et les imprimeurs flétris. (de la Brenellerie, 1888: 243)

Beaumarchais comme Panckoucke expriment ici la contradiction qui fonde le rapport de force qui les oppose au parti dévot. D'un côté, un pouvoir royal affaibli, qui pratique le régime des permissions tacites, de l'autre un pouvoir parlementaire, celui de la noblesse de robe, allié au pouvoir religieux ultra-conservateur, qui multiplie les assauts et cherche à conserver ses prérogatives dans le champ politique. Au fur et à mesure que se délitent les institutions monarchiques, il semble que le Parlement et l'Eglise catholique accentuent l'exercice de la répression. On en trouve la trace dans l'une des premières manifestations de la polémique qui oppose les éditeurs de Voltaire aux institutions: c'est, dès le 16 février 1780, le plaidoyer prononcé au parlement de Rouen par Jean-Jacques Duval d'Épremesnil, conseiller aux enquêtes au Parlement de Paris, à l'occasion de la révision du procès Lally-Tollendal. Condorcet répond par un pamphlet anonyme, à double titre: comme ami et correspondant de Voltaire, il a joué un rôle dans la préparation de la révision du procès; comme membre de l'équipe éditoriale de Kehl, recruté dès novembre 1779 par Panckoucke et collaborateur de Beaumarchais depuis que celui-ci a repris la direction du projet.

Son pamphlet est l'expression de la violence qui caractérise la situation. Il s'insurge contre ses manifestations, qu'il énumère: «acharnement», «insultes», «imputations calomnieuses», «haine», «outrage à l'humanité comme à la raison» et achève ce réquisitoire par une oxymore, empruntant à la prose du parlementaire, qui «se vante d'aimer 'la beauté sévère de ces Loix'» iniques que dénonce Condorcet (Vercruysse, 1978: 4-12), torture et peine de mort comprises. Le philosophe en appelle à une autre justice, celle qui émanera du jugement de l'opinion publique, seule souveraine et légitime dans un champ politique déjà en révolution: «Les tribunaux sont fermés pour nous; mais il en est un qui nous est ouvert qui a le droit de juger toutes les causes et tous les hommes, c'est lui qui prononcera entre Voltaire et son accusateur» (Vercruysse, 1978: 13). Condorcet dénonce la violence sur laquelle repose le débat autour de la publication posthume de Voltaire: il accuse «des atrocités inutiles ajoutées à la Condamnation [de Lally] par une Violation criminelle des Loix et des Droits des hommes, par une violence qui eut été punie dans un pays où les hommes puissants ne seraient pas au dessus des Loix» (Vercruysse, 1978: 18). Et il conclut: «Tous les droits des hommes et des citoyens, l'humanité, la justice sont violés par vous» (Vercruysse, 1978: 22).

Ce premier échange autour du legs voltairien, contient tous les paramètres de la violence qui caractérise le champ politique en 1780. Un parlementaire s'exprime en public, à Rouen, lors d'un procès célèbre qui incarne un rapport de force inédit entre la noblesse d'épée, qui se reconnaît dans les exploits héroïques et dans le martyr de Lally-Tollendal, et la noblesse de robe. D'Épremesnil défend un système judiciaire arbitraire et violent, attaché à ses prérogatives, face au fils de la victime, qui demande la révision du procès sur la base de la campagne menée par Voltaire.

GUERRE SAINTE CONTRE L'ÉDITION DE KEHL

De 1780 à 1785, l'édition de Kehl cristallise ce rapport de force. On assiste à une véritable offensive du parti religieux, par la voix de ses chefs spirituels et politiques. L'affrontement commence ouvertement en 1781. En janvier, les éditeurs font distribuer le prospectus tant attendu et annoncé dans la presse clandestine

¹ Pour les lettres inédites, nous donnons la référence du manuscrit. Nous respectons la graphie de l'original.

² Il s'adresse ici à Maurepas, le ministre de Louis XVI, d'après son premier biographe, témoin direct et collaborateur de Beaumarchais, Gudin de la Brenellerie.

(von Proschwitz, 1990: 125-135). Il s'intitule *Edition des œuvres de M. de Voltaire avec les caractères de Baskerville*: une «société de gens de lettres» annonce son intention «de faire une superbe édition des œuvres de Voltaire», ainsi que l'ouverture de la souscription. L'édition est promise pour 1782, Beaumarchais est cité comme garant des engagements de la société dont il est le correspondant général. «Notre dessein, en acquérant l'exclusive propriété des porte-feuilles de M. de Voltaire, a été d'élever au plus beau génie de la littérature française, un monument digne de lui, de la nation et de son siècle» (Beaumarchais, 1781: 8).

La contre-offensive, lancée par le même Jean-Jacques Duval d'Eprémèsnil, qui dénonce l'édition au parlement de Paris le 10 mars 1781, traduit la violence du rapport de force qui oppose Voltaire et ses éditeurs aux institutions. Une citation de la Bible donne le ton du discours: «*Ululate et clamate*» (Loménie, 1858: 570-575). La violence peut se lire à trois niveaux: les écrits de Voltaire, une «collection d'impiété, d'infamies, d'ordures», sont accusés d'être une manifestation de révolte et de subversion contre l'ordre social. Comparés à des «armes», à des «attaques», ils cherchent à «anéantir», à «renverser tout à la fois et culte, et mœurs, et société». D'Eprémèsnil affirme avec emphase que la religion «n'a jamais eu d'ennemi plus acharné, et en même temps plus dangereux». Son œuvre, la plus impie de tous les temps, contient «les maximes les plus obscènes, les peintures les plus sales, et tout ce que la lubricité la plus outrée a jamais imaginé de plus révoltant». La violence des bouleversements sociaux et politiques est alors imputée au seul Voltaire. La subversion menace l'ordre social:

Chaque citoyen se croira en droit, à l'exemple de ce téméraire satirique, de vous citer à son tribunal domestique, d'y casser vos arrêts; et de cette censure privée se formera une opinion publique de mépris, c'est-à-dire, ce qu'il peut y avoir de plus funeste pour l'ordre public et la tranquillité particulière. [...] Les ouvrages seuls de Voltaire ont creusé cet abîme. (Loménie, 1858: 570-575)

Les éditeurs sont ensuite incriminés: «Et cependant ce sont ces ouvrages affreux, qu'on propose avec une publicité scandaleuse: ce sont les lecteurs de toutes les classes qu'on veut infecter de ce poison». Ces accusations appellent la répression, elle-même représentée et exprimée avec violence. Il faut «arrêter la communication d'une épidémie meurtrière». Le texte, par sa violence verbale, constitue une démonstration de force, un cri de guerre destiné à engager l'affrontement avec les éditeurs, pour éliminer la «criminelle souscription». L'orateur revient sur l'histoire de la censure, déplorant son insuffisance:

Plusieurs de ces écrits de Voltaire ont été flétris par vos arrêts; quelques uns même ont été condamnés aux flammes; et cependant, au mépris de cette réprobation judiciaire et publique, on les a reproduits: on les annonce comme devant entrer dans cette collection générale. (Loménie, 1858: 570-575)

Le texte de son réquisitoire est publié et sert de modèle aux cinq mandements épiscopaux qui se succèdent de 1781 à 1785 pour proscrire l'édition et menacer d'excommunication les contrevenants, éditeurs, imprimeurs, libraires et les simples lecteurs ou possesseurs des volumes incriminés. Cette campagne d'intimidation commence le 9 avril 1781, lorsque Louis-Charles de Machault publie le *Mandement de Monseigneur l'Evêque d'Amiens, Au sujet de l'annonce publiée dans son Diocèse d'une Collection entière des œuvres du Sieur de Voltaire* (Vercruysse, 1978: 12). La violence des institutions de l'Ancien régime est retournée et Voltaire est accusé d'avoir provoqué l'affaire du Chevalier de la Barre. L'affrontement prend cette fois les couleurs d'une guerre sainte. Le 31 mai 1781, Jean-Georges Lefranc de Pompignan, archevêque de Vienne, publie le second mandement épiscopal: «Apprenez donc ce que vous avez à craindre du recueil dont on propose la souscription; et si plusieurs d'entre vous n'en connaissent l'auteur que par la réputation de ses talents, qu'ils considèrent avec nous le funeste abus qu'il en a fait» (Condorcet, 2001: 183). Le réquisitoire contre l'œuvre de Voltaire se double d'une attaque contre l'homme. Il est également coupable de crimes contre l'autorité politique royale et parlementaire. Suit un avertissement encore plus menaçant:

A ces causes, nous déclarons à tous nos diocésains qu'aucun d'eux ne peut, sans pécher

mortellement, souscrire à l'édition des Œuvres de Voltaire, les acheter, les lire, les retenir, les communiquer. Nous mettons ces Œuvres au nombre des livres spécialement défendus dans notre diocèse, et dont la lecture emporte par conséquent les peines encourues en pareil cas. (Condorcet, 2001: 187-188)

Les mandements sont consacrés en juillet 1781 dans une *Condamnation par la faculté de théologie de la Sorbonne* (Sorbonne, 1780: X-XVI). La préface synthétise les griefs contre l'édition de Kehl:

Tandis que nous sommes occupés à réfuter ces horreurs³, quel bruit sinistre vient accroître nos chagrins! La mort avait mis fin aux blasphèmes de cet écrivain si vanté pour ses rares talents, si digne de blâme à cause de l'usage détestable qu'il en a fait, de cet homme fameux qui, à la face de toute l'Europe, consacra sans aucune pudeur, sans aucune retenue, sa vie entière à défendre et à propager l'impiété. (Sorbonne: 1780, X-XVI)

Suivent encore deux autres mandements, celui du Cardinal Prince de Rohan, évêque de Strasbourg, grand aumônier du roi et proviseur de la Sorbonne, daté du 12 octobre 1781, contre «cette philosophie, qui déclare une guerre ouverte à la croyance de dix-huit siècles, qui produit des ouvrages qu'une sage génération avait condamnés aux ténèbres, & à l'oubli» (Bachaumont, 1782). Sa diatribe s'achève sur cette lamentation: «Oh! dans quel siècle aurait-on vu établir une forge d'impiété, où l'on fabriquaît contre la religion des armes nouvelles, que l'art y prépare avec soin & que l'industrie va répandre avec profusion» (Bachaumont, 1782). Ce prélat s'est également manifesté dans ce rapport de force et d'opposition à l'édition de Kehl en écrivant personnellement à son cousin, le Margrave de Bade, dès le 17 mai 1781, lettre que nous avons retrouvée aux archives de Karlsruhe. En voici le premier paragraphe:

Je ne puis voir sans peine et sans un vif regret l'impression des oeuvres que l'on attribue à feu M. de Voltaire; c'est une masse de venin et de corruption que sous ce prétexte on se prépare à répandre et cette dangereuse et cruelle collection s'imprime à Kehl et Kehl est dans mon Diocèse et votre souveraineté. (Rohan, 1781: 133-134)

Si le ton reste diplomatique, le cardinal menace son cousin de le dénoncer à l'empereur Frédéric s'il ne met pas fin à cette entreprise. Cette première campagne de délégitimation de la parole voltairienne et de condamnation de l'édition à venir s'achève par le mandement publié en Flandres par l'archevêque de Malines, le 22 janvier 1782.

Pour l'équipe réunie autour de Beaumarchais, l'édition devient une épreuve contre la montre. De 1782 à 1785, les manœuvres des théologiens et des parlementaires se poursuivent. Le 5 février 1785, un nouveau mandement de l'Archevêque de Paris «contre l'entrée en France du Voltaire» (Archevêque de Paris, 1785), est publié. L'argumentation du prélat s'appuie une rhétorique juridique pour dénoncer cette entreprise criminelle:

En vain les Loix de l'Etat ont pros crit les mauvais livres sous les peines les plus sévères; en vain le Chef de la Justice à qui cette importante administration est confiée, [...] a pris encore de nouvelles précautions pour réprimer cette licence: avec quelle profusion les écrits les plus dangereux circulent toujours au milieu de vous! (Archevêque de Paris, 1785)

Il s'agit tout d'abord de dénoncer l'illégalité de cette publication hors-la-loi qui contrevient aux ordonnances du pouvoir temporel. Cette argumentation juridique se double d'une rhétorique morale, incriminant l'agent de décadence d'une société exposée à ces écrits libertins. L'archevêque use d'arguments laïcs, et la religion n'est que très brièvement invoquée, ici entre parenthèses, au milieu d'un réquisitoire visant à dénoncer essentiellement la corruption des mœurs:

Ce Recueil immense de tous les écrits cet homme fameux qui devait être, par la supériorité de son génie, la lumière et la gloire de son siècle (faut-il que par l'abus de ses talents il soit devenu le fléau de la Religion et des mœurs)! Cette entreprise si redoutée, non seulement des âmes pieuses, mais de toutes celles qui conservent encore du respect pour l'honnêteté; ce monument de scandale, décoré de tous les ornements de l'art, & multiplié sous toutes les formes possibles, pour le faire circuler plus facilement dans toutes les mains; cette œuvre préparée dans une terre étrangère, car la France n'a pas voulu qu'elle fût exécutée dans son enceinte, cette œuvre de ténèbres

³ Il s'agit donc de l'ouvrage de l'Abbé Raynal.

est donc bientôt consommée, & menace de renouveler & de perpétuer parmi vous les ravages de tant de pernicieux écrits. (Archevêque de Paris, 1785)

C'est bien l'œuvre 'complète' du patriarche de Ferney qui est l'objet de la réprobation épiscopale: «Mais, non-seulement, on fait reparaître des ouvrages qui ont déjà perverti tant d'âmes; on fait encore sortir des ténèbres, des écrits posthumes que l'Auteur même n'avait osé mettre au jour, malgré l'extrême liberté de ses dernières années» (Archevêque de Paris, 1785). L'argumentaire s'achève par l'aveu de l'impuissance du clergé à faire interdire l'édition, œuvre d'impies: «Mais la crainte de nos censures pourrait-elle réprimer ceux qui ont brisé le sein de la Religion?» (Archevêque de Paris, 1785). La seule arme dont dispose le clergé est l'anathème dont il peut menacer les fidèles, «au nom de la Vertu» et l'archevêque s'adresse en forme de conclusion à «tous ceux qui respectent la foi & les mœurs: Nous leur déclarons, de la part de Jésus-Christ, qu'ils ne peuvent ni lire, ni garder, ni communiquer cette coupable édition, sans se rendre coupables eux-mêmes» (Archevêque de Paris, 1785).

Ce travail de communication de l'institution religieuse aboutit, immédiatement après l'assemblée du clergé réunie en mai 1785, à un *Arrêt du Conseil d'Etat*, promulgué le 3 juin 1785, alors que les trente premiers volumes de l'édition sont livrés au public à Paris. Cet arrêt ordonne la suppression de l'édition, et que les exemplaires soient «confisqués et mis au pilon», au nom d'une autorité qui déclare sa légitimité face à «une collection d'Ecrits dont une partie blesse la Religion, les mœurs, et tend à ébranler les principes fondamentaux de l'ordre de la société et de l'autorité légitime» (*Arrêt du Conseil*, 1785). L'ordre royal tente ainsi de recouvrer une autorité en déclin, face à la puissance de la parole philosophique qui a envahi l'espace public et politique.

Cet épisode exprime toutes les contradictions du régime: Beaumarchais et Voltaire sont tous les deux considérés par les institutions comme des auteurs impies et subversifs – n'oublions pas les démêlés du dramaturge avec la censure pour son propre *Mariage de Figaro*, qui culminent avec son arrestation et son emprisonnement à Saint Lazare au mois de mars 1785. Sous la pression du parlement et de l'église, l'édition est supprimée, c'est-à-dire condamnée et interdite à la vente et à la lecture. Le roi, en délicatesse avec ces deux institutions que sont le clergé, pour des raisons économiques, et le parlement, pour des raisons de partage du pouvoir, accepte de punir une édition dont il ne semble pas saisir, pour lui-même, par lui-même, la portée subversive. On pratique le système de la permission tacite, et les exemplaires du Voltaire sont entreposés dans le Palais royal, à Paris, grâce à une autorisation accordée par le duc de Chartres, frère du roi. Mais la contradiction ne s'arrête pas là. Une fois l'arrêt du conseil d'Etat du roi publié, le président de l'assemblée du clergé vient en personne avertir les éditeurs de se contenter de quelques précautions, moyennant quoi ils peuvent continuer leur entreprise. Le témoignage de Nicolas Ruault, un des collaborateurs de premier plan de Beaumarchais, rend compte des péripéties de l'affaire à son frère quelques jours plus tard et conclut: «Tout me porte à croire [...] que ce grand appareil d'arrêt n'est qu'une simple formalité qu'on a voulu remplir, une fiche de consolation qu'on a donnée aux dévots et aux grands-prêtres de ce royaume» (Ruault, 1976: 62). Sur la foi de ces assurances, l'importation des volumes se poursuit au rythme de la production, jusqu'en 1789.

En 1786, la permission tacite semble remise en cause par l'intervention des fermiers généraux, qui tentent de stopper, depuis Strasbourg, la circulation de ces livres officiellement prohibés depuis l'*Arrêt* de 1785. Beaumarchais tente alors de faire valoir les droits accordés aux éditeurs. En témoigne cette lettre datée du 25 septembre 1786, adressée à l'un de ses protecteurs à la cour, l'abbé de Calonne, pour solliciter une audience de son frère, le contrôleur général des finances. Il s'agit de demander que l'on prenne des «ordres, ou arrangemens nécessaires à l'introduction du Voltaire» (Beaumarchais, 1786: 19). Il ajoute:

J'ai la preuve en main que c'est d'accord avec les ministres du Roi, que j'ai commencé

cette grande et ruineuse entreprise qui me tient plus de 2 millions dehors, avec le risque affreux de les perdre. Il s'agissait alors de l'honneur de la nation et de l'émulation de plusieurs arts qui nous tenaient dans la dépendance de l'étranger. Aujourd'hui c'est une persécution qui n'a pas d'exemple, quoi qu'on m'ait bien promis qu'il n'y en aurait jamais. (Beaumarchais, 1786: 19)

Le ton de cette lettre montre à quel point ce régime de la permission tacite était devenu une forme de droit, et souligne la contradiction des institutions de l'ancien régime. La légitimité même de l'autorité du pouvoir est remise en question par ces infractions, commises de l'intérieur même du système.

LES ÉDITEURS DE KEHL EN RESISTANCE

Le combat que Voltaire avait engagé contre «l'Infâme» se poursuit donc après sa mort. Cette bataille est décisive, l'Eglise en a conscience, qui cherche par tous les moyens à délégitimer Voltaire aux yeux du public. Les philosophes, eux, sont persuadés de la justesse de leur combat, comme le rappelle D'Alembert à Frédéric II: «Je ne saurais trop, Sire, le répéter à V[otre] M[ajesté], ce ne sont point les philosophes, ce sont les prêtres qui sont les vrais ennemis de la patrie, des lois, du bon ordre, et de l'autorité légitime» (D'Alembert: 421-422)⁴.

La conjonction de ces attaques a pourtant eu des conséquences majeures: d'une part, la souscription de l'édition de luxe en format *in-quarto* a été un échec qui est peut-être, au moins en partie, lié à cette opposition idéologique. Relayées par la presse, commentées dans les salons, ces condamnations ont été médiatisées et ont certainement apeuré les souscripteurs. D'autre part, les éditeurs ont eux-mêmes tenté de répondre à leurs détracteurs. Beaumarchais tente une première parade. Le 29 avril 1781, il fait publier une *Note envoyée par Beaumarchais aux gazettes étrangères, en réponse au précédent factum* (Loménie, 1858: 575-576), la *Dénonciation* du parlementaire d'Eprémèsnil. Il dément la nouvelle qui circule: l'édition de Voltaire par la Société typographique littéraire a été dénoncée, donc interdite par le Parlement de Paris. Il s'agit d'un court pamphlet de trois paragraphes: «Je ne sais quel aboyeur obscur a fait imprimer clandestinement le plus sot écrit. [...] Cette sortie d'un cuistre inconnu contre une Société étrangère occupée d'un superbe ouvrage, a été reçue, comme elle le méritait, avec le plus profond mépris» (Loménie, 1858: 575-576). Les valeurs philosophiques dénoncées par le texte de d'Eprémèsnil sont ainsi réaffirmées. Derrière la plaisanterie et les jeux de mots qui tentent de ridiculiser la violence de l'attaque, Beaumarchais affirme sa posture d'éditeur dissident, qui entend poursuivre le combat qu'il a entrepris pour porter l'héritage voltairien.

Dans la correspondance des éditeurs, on relève les échos de cette campagne anti-philosophique qui se manifeste contre leur entreprise. L'humour dont ils font souvent preuve montre à quel point, sur le fond, ils ont le sentiment d'agir justement. L'avènement de la raison a déjà eu lieu pour cette génération formée par la lecture des *Lettres philosophiques*. Le discours religieux n'a plus aucune légitimité à leurs yeux. L'une des lettres de Nicolas Ruault, l'un des éditeurs, assistants de Beaumarchais et de Condorcet, donne le ton:

Vous voyez que je suis réduit à vous transmettre les contes qui courent les ruelles. En voilà un encore, d'une autre espèce, qui se crie dans les rues. C'est le mandement de mgr l'archevêque sur les œufs à fricasser ce carême⁵. Ce bon prélat pour donner un peu plus de relief à sa pastorale [...] a jugé à propos de tonner contre Voltaire, figaro et l'opéra comique: ils damnent impitoyablement tous ceux qui vont à la comédie, et qui lisent *Candide* et le *Taureau blanc*: comme si ce monde n'allait pas toujours le même train, qu'il y ait ou non des évêques. (Ruault: 1785)⁶

La sensibilité des éditeurs philosophes est aguerrie mais leurs commentaires trahissent le caractère exceptionnel des attaques qu'ils déclenchent et qu'ils ont à subir. A son correspondant anglais, chargé des fournitures en caractères, encres et papiers, Beaumarchais caractérise cette violence par son animalité, sa brutalité extrême: «Les cris des fanatiques ne nous épouvantent pas; on s'accoutume à entendre hurler

⁴ Une nouvelle édition est en cours de publication: *Inventaire analytique de la correspondance de D'Alembert*, édition établie par I. Passeron, avec la collaboration de A.M. Chouillet et J.D. Candaux, Vol. V/1 des *Œuvres complètes* de D'Alembert, Paris, CNRS éditions, 2009, dont on peut consulter une version en ligne: <http://dalembert.obspm.fr/correspondance.php>, n° 79.75.

⁵ C'était le sujet de la première partie du mandement de l'Archevêque de Paris de 1785 «qui permet l'usage des CEUFS depuis le Mercredi des Cendres inclusivement, jusqu'au Vendredi de la semaine de la Passion exclusivement».

⁶ Collection particulière. Seule une partie de la correspondance de N. Ruault a été éditée jusqu'ici (Ruault, 1976). Le reste de sa correspondance est conservé par ses descendants. Nous les remercions ici de nous avoir permis d'utiliser ces matériaux, ainsi que M.A. Brown qui nous a communiqué des reproductions de ces manuscrits.

les loups; mais on doit toujours craindre de tels animaux, ou au moins se mettre en garde contre leur férocité» (Beaumarchais, 1719-1790: 260). Le paradoxe de cette violence, à la fois publique et privée, c'est qu'elle émane d'institutions détentrices de l'autorité. Les textes des philosophes des Lumières représentent une opposition idéologique, néfaste à leur survie. Le discours et les actes du pouvoir sont pensés comme une légitime défense, mais cette conception repose sur une vision très étroite des intérêts de ces institutions qui défendent non pas les intérêts de la nation, mais les privilèges d'une caste, au nom de valeurs de plus en plus contestables.

Pour les éditeurs, réunis par la fraternité autour de la figure tutélaire du patriarche, éditer l'œuvre complète, signée, autorisée de Voltaire, c'est protéger et honorer Voltaire, réunir et transmettre ses textes à l'heure où les Lumières militent pour l'avènement de la liberté et la fin des abus du système absolutiste⁷. S'ils occupent des postes stratégiques, Condorcet dirigeant l'Académie des Sciences tout en étant membre de l'Académie française, Beaumarchais bénéficiant de puissants appuis dans les cabinets ministériels, les éditeurs du «Grand Voltaire» n'en sont pas moins obligés de subir ces attaques. Beaumarchais précise la nature de son combat dans une lettre à Jean-Louis Wagnière, l'ancien secrétaire de Voltaire:

Il est vrai, M[onsieur], que les fanatiques de Paris et des provinces se déchaînent avec un acharnement étrange contre le grand homme qui éclaira l'Europe pendant 60 années; mais ces misérables ne parviendront pas à étouffer le flambeau qu'il a laissé après lui: ses œuvres en dépit de leur aveugle fureur se multiplieront, seront lues, et ramèneront à la raison tous ceux que leurs principes absurdes en avaient écartés. Les mandements, les pamphlets anonymes, les décrets de la sacrée faculté ont pu faire tort à la souscription; mais ils n'en feront aucun à l'édition: elle est commencée et sera conduite à sa fin. (Beaumarchais, 1779-1790: 265-266)

Les éditeurs, conscients de faire œuvre exceptionnelle, sont tout à fait lucides sur les dangers et les châtements qu'ils encourent. Ruault résume la violence que peut prendre la répression si elle vient à prendre effet, à l'heure où la réaction contre l'édition entre dans sa seconde phase, à la veille de la livraison des premiers volumes: «Nous devons nous attendre à une déclaration de guerre, [...] on nous abandonnera au bras ecclésiastique qui nous frappera peut-être aussi brutalement qu'un bras royal» (Ruault, 1876: 58).

«Gens à aventures extraordinaires» (Ruault, 1785) s'il en fut en cette fin du XVIII^e siècle, animés par une énergie caractéristique des Lumières combattantes de la dernière décennie, les éditeurs de Voltaire ont eu conscience de braver une hydre, un monstre institutionnel, l'Infâme puissant et violent que Voltaire avait identifié comme la cible de son combat. L'Infâme, c'est donc le bras séculaire de l'Eglise de France, qui gère les affaires politiques et tente de préserver un ordre moral et social, un ordre de valeurs et de castes nécessaire à sa survie, à ses prérogatives, à ses privilèges. Les philosophes des Lumières, par leurs travaux, par leur engagement pour une pensée libre, militent pour les droits de l'homme. Leur courage, mais aussi leur lucidité sont admirables. Ils forment le parti de la résistance, envers et contre la violence d'un Etat despotique. Nicolas Ruault, témoin et acteur de son temps, a perçu avec une lucidité extraordinaire l'enjeu des mutations de cette décennie pré-révolutionnaire, et de l'avènement des droits naturels de l'homme:

Le gouvernement n'aide point la nature. A peine un philosophe lève-t-il la tête qu'il prend plaisir à la lui renfoncer. Le Parlement de Paris, par ses formes et sa routine barbares, est leur plus cruel ennemi. On ne peut publier un bon livre qu'il ne le donne à brûler à son bourreau. (Ruault, 1976: 28)

Achevée au printemps 1789, l'édition des *Œuvres complètes* de Voltaire fut pourtant menée à son terme, livrant au public non seulement l'ensemble du corpus, mais également vingt volumes de lettres, mettant ainsi 'en correspondance' la figure du philosophe avec celle de ses contemporains, élargissant ainsi de façon prophétique la «société des gens de lettres», à l'origine du projet éditorial, à l'ensemble des correspondants, des souscripteurs et des lecteurs de l'édition, légitimant ainsi la figure et l'œuvre du patriarche de son suffrage incontestable, consacré par la panthéonisation de Voltaire, en 1791.

⁷ Afin de rétablir l'image du philosophe de Ferney, Condorcet rédige une *Vie de Voltaire*, publiée dans le dernier volume de la collection, au tome 70. A ce sujet, nous renvoyons à notre étude (Gil, 2011: 153-166).

BIBLIOGRAPHIE

- Arrêt du Conseil d'Etat du roi, qui ordonne la suppression des trente premiers volumes de l'ouvrage ayant pour titre: Œuvres complètes de Voltaire; de l'Imprimerie de la Société littéraire typographique, 1784, Paris, Imprimerie royale, 1785.*
- Censure de la faculté de théologie de Paris, la Sorbonne contre un livre qui a pour titre: Histoire philosophique et politique des établissements des européens dans les deux Indes, par G.T. Raynal, Genève, 1780, Paris, 1782. Préface, pp. X-XVI.*
- Mandement de Monseigneur l'Archevêque de Paris, pour le Saint Temps de Carême, Paris, Simon imprimeur, 1785.*
- Bachaumont, *Mémoires secrets pour servir à l'histoire de la République des Lettres en France depuis 1762 jusqu'à nos jours*, 20 janvier 1782.
- Bade, Margrave de, *Correspondance administrative*, Generallandesarchiv, Karlsruhe, 207/100.
- Beaumarchais, Pierre Augustin Caron de, *Papiers, Registre de la correspondance littéraire et typographique sur la nouvelle édition des œuvres complètes de Monsieur de Voltaire, 1779-1790*, Bibliothèque Historique de la Ville de Paris, Ms. 1312.
- Beaumarchais, *Prospectus*, 1781, *Papiers Adrien Beuchot*, Bibliothèque Nationale de France, NAF 14300.
- Beaumarchais, Pierre Augustin Caron de, Institut et Musée Voltaire, Genève, AB vol. III.
- Condorcet (2001), *Vie de Voltaire*, Paris, Quai Voltaire Editions.
- D'Alembert, Jean Le Rond, dit (1822), *Œuvres complètes de D'Alembert*, Tome V (2e partie), Paris, Belin.
- Darnton, Robert (1991), *Edition et sédition, L'univers de la littérature clandestine au XVIIIe siècle*, Paris, Gallimard.
- Gil, Linda (2011), «De l'hommage à l'éloge: contribution à l'édification du mythe du 'patriarche' par Condorcet. L'édition de Kehl et la *Vie de Voltaire*», *Revue Voltaire*, n. 12, pp. 153-166.
- Gudin de la Brenellerie (1888), *Histoire de Beaumarchais, Mémoires inédits, publiés sur les manuscrits originaux*, par M. Tourneux, Paris, Plon.
- Loménie, Louis de (1858), *Beaumarchais et son temps, Etudes sur la société en France au XVIIIe siècle d'après des documents inédits*, vol. II, Paris.
- Panckoucke, Charles-Joseph, *Papiers*, Bodleian Oxford Library, Ms french d.31.
- Proschwitz, von, Gunnar et Mavis (1990), *Beaumarchais et le «Courier de l'Europe»*. *Documents inédits ou peu connus*, Oxford, The Voltaire Foundation, vol. I.
- Ruault, Nicolas (1976), *Gazette d'un parisien sous la Révolution, Lettres à son frère, 1783-1796*. Textes rassemblés par Anne Vassal, Paris, Librairie académique Perrin.
- Ruault, Nicolas, *Correspondance*, collection particulière.
- Tucóo-Chala, Suzanne (1977), *Charles-Joseph Panckoucke et la librairie française 1736-1798*, Paris, Marrimpouey et Touzot.
- Vercruysse, Jeroom (1978), *Les Voltairiens*, Nendeln, KTO Press, vol. III.